

Deuxième édition des Ressources humaines meetings : Les professionnels du secteur invités à s'appropriier l'évènement

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 10 JUN 2022

1115

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Burkina Faso-CEDEAO

**Issoufou Mahamadou,
un médiateur contesté!**



Inauguration d'infrastructures scolaires :
L'école publique de Missabougou à l'honneur



Transition : Prolongation de la durée deux ans.
Oui, mais dans le travail !



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

09 Juin
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

677

Nouveaux cas confirmés

02

Nouveaux guéris

09

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

03 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
03 cas graves en soins intensifs
86 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

31 120

Guéris

30 273

Décès

735

dont 37 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.22



P.28



/ Une /

Burkina Faso-CEDEAO : Issoufou Mahamadou, un médiateur contesté !

P.5

/ Brèves /

Actus APEJ depuis Genève : Au cœur de la Cité des métiers

P.13

Koulikoro : Une folle en est à sa quatrième grossesse de père inconnu

P.13

Dakar : Ousmane Sonko manifeste contre le musèlement imposé du pouvoir

P.14

Levée de l'embargo contre le Mali : L'ADEMA appelle la CEDEAO à « avaler son orgueil... »

P.14

Insolite : Un enseignant engrasse 24 filles, 4 enseignantes et la directrice

P.14

Recensement général de la population : Démarrage effectif

P.15

Gao : Le Colonel Issa Bagayoko encourage l'éducation des élèves

P.15

/ Actualité /

L'an du président Assimi Goïta : Le CDM salue les efforts consentis des maîtres du temps

P.18

CESC : Le recueil annuel 2022 en phase de validation

P.19

Crise sanitaire et sécuritaire au centre du Mali : Les enfants dans les mâchoires de la mendicité et autres pires formes de travail

P.20

Mobilisation des troupes : Le DG de la police continue ses prises de contact

P.22

Célébration du Lait local : Niore du Sahel à l'honneur

P.23

Inauguration d'infrastructures scolaires : L'école publique de Missabougou à l'honneur

P.24

/ Politique /

Entre nous : "Mali Kura", d'accord, mais le citoyen d'abord !

P.26

Le Mali et la CEDEAO se sont-ils entendus ? La hache de guerre serait-elle finalement enterrée ?

P.27

Deuxième édition des Ressources humaines meetings : Les professionnels du secteur invités à s'approprier l'évènement

P.28

Transition : Prolongation de la durée deux ans. Oui, mais dans le travail !

P.29

/ Culture & société /

Travail d'aide-ménagère : 24 heures chrono avec Hawa Guindo

P.30

/ International /

116ème Session du Conseil exécutif de l'OMT/ Djeddah (Arabie Saoudite) : Les recettes de Siandou Fofana pour réinventer le tourisme mondial

P.31

Rassemblement pacifique populaire à Dakar : Le pari de la mobilisation réussi de Yewwi Askan Wi à la place de la nation

P.33

/ Sport /

Basket : Le Mali repêché pour remplacer le Nigeria à la coupe du monde senior dame en Australie

P.34

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Karamako B. KEITA

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Burkina Faso-CEDEAO

Issoufou Mahamadou,

un médiateur contesté!

A peine désigné, déjà récusé. Telle est la situation du médiateur de la CEDEAO dans la situation burkinabé, désigné au dernier sommet de l'organisation.

Au regard de ses rapports passés avec le Burkina et sa crédibilité internationale, Issoufou Mahamadou semblait pourtant le choix idéal. On se rappelle qu'en 2015, il fut l'un des Chefs

d'État les plus actifs qui firent échec au coup d'État du général Gilbert Dienderé - en mettant en avant le droit du peuple burkinabé à choisir ses dirigeants et son destin. De même, qu'il se soit abstenu de tripatouiller la constitution de son pays - pour un troisième mandat illégal - fait de Issoufou un démocrate crédible aux yeux de la communauté internationale.

Au vu de ce qui précède, Issoufou Mahamadou avait toutes les chances de faire l'unanimité. Il semble que non. Selon plusieurs burkinabé, en dépit de ses qualités personnelles, l'ex-président serait, dans la circonstance, un mauvais choix pour rabibocher les différentes parties. Sont en cause, notamment, sa « pri-



mité étroite » avec l'ancien régime de Roch Kaboré. On connaît les liens qui les ont unis de longue date. Il se murmure que Issoufou Mahamadou aurait même financé l'avènement et le maintien de Kaboré à la tête du Burkina Faso. D'où la contestation de sa nomination. En ce sens, déclare Ablassé Ouédraogo, président du parti politique Le Faso Autrement : « Je connais bien le président Mahamadou [...] C'est un homme très intelligent. Malheureusement depuis sa nomination [par la CEDEAO] beaucoup de burkinabè se posent des questions sur la possibilité pour lui de réussir sa mission [...] ». Il poursuit : « Je pense que les burkinabè ont raison de se poser la question

tout simplement parce que le président a une proximité très étroite avec Roch Kaboré et le MPP. Et tout le monde le sait : il a soutenu le MPP pour que le MPP arrive au pouvoir [...] Issoufou peut avoir la confiance du clan Kaboré Roch. Je ne suis pas certain qu'il aura le soutien des autres clans des protagonistes du Burkina Faso ». Par conséquent, tranche A. Ouédraogo : « Si moi, j'étais au gouvernement, si j'étais à la direction de ce pays - au nom de la souveraineté de notre pays, j'aurais demandé à la CEDEAO de trouver une autre personnalité pour accompagner le Burkina Faso pour sa sortie de crise : parce qu'il ne faut pas faire perdre le temps ».

Sur les réseaux sociaux, certaines réactions sont à l'avenant. « Issoufou ne sera pas neutre ». « Il est très proche du MPP » etc. Quoiqu'il en soit, la CEDEAO ne pouvait pas ne pas avoir envisagé de telles réactions. Elle ne peut non plus les ignorer. Il lui appartient donc de veiller à l'impartialité totale de son médiateur. Autrement, la situation burkinabè risque de s'enliser, avec des risques de troubles graves dans un contexte marqué par l'insécurité, la cherté de la vie et une méfiance de plus en plus grandissante envers le régime militaire.

■ Malik WOGO



■ Sambou Sissoko



ALARMANT !

1- L'État malien ne contrôle que 15% du territoire national (Rapport de la MINUSMA qui sera présenté le 13 juin prochain au CS des NU.)

2- L'État malien n'arrive plus à accéder à l'argent sur le marché financier de la zone UEMOA et accumule à cet effet des impayées. D'après le dernier décompte ces impayées sont évaluées à 236 milliards FCFA.

3- À l'exception des banques locales aucune autre banque ne prête de l'argent à l'État malien et si cela continue les banques locales se retrouveront bientôt en faillite.

PS: si tu n'es pas d'accord apporte des éléments de réponse documentés mais ne viens pas m'insulter.



■ Bacary Camara



L'avocat du diable ? Non, c'est mon frère..

La justice pour Mahamadou Camara, ancien Directeur de cabinet d'IBK

Son retour quasiment téméraire sur les terres maliennes, après sa première libération obtenue au prix d'une rocambolesque gymnastique politico-judiciaire est diversement apprécié par les malinkés et certaines personnes proches de l'ex-patron du cabinet d'IBK et ancien ministre, mais ce « franco-malien » a visiblement préféré la mort plutôt qu'à toute autre forme de dérobade devant la justice de son pays..

Situé au cœur du mandingue médiéval et fondé par ses illustres ancêtres les CAMARA, Dangassa, le village natal de son père est seulement à une centaine de kms de Bamako

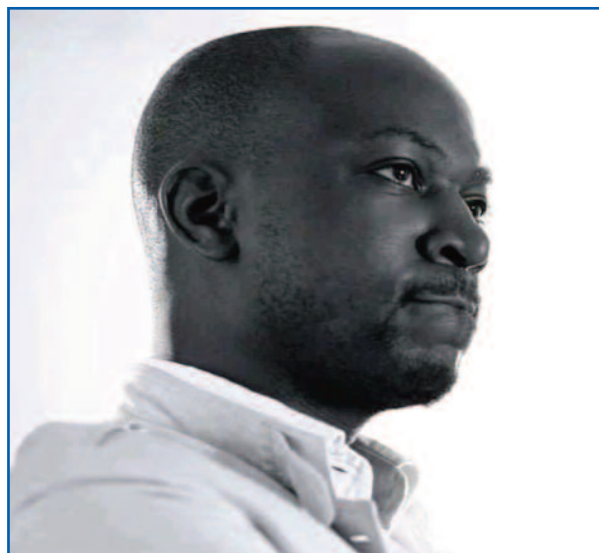
De nombreux maliens l'ont découvert pour la première fois sur nos

plateaux de télévision, peu avant les élections présidentielles de 2013, au cours de certains duels verbaux, épiques, où il défendait toujours avec élégance, maîtrise et talent, le candidat IBK, ce grand féru de littérature greco-latine et de vocabulaire proustien. Une belle entame et un excellent atout pour le jeune Camara, qui ne cessait plus de nous éblouir par la qualité de son langage, le choix intelligent des mots et expressions pour désarçonner son interlocuteur du jour. Un improbable examen de passage réussi avec talent et panache va lui permettre d'intégrer illico-presto la galaxie IBK ou comme dans la pure tradition maçonnique ne rentrait pas qui veut, mais qui peut et pas n'importe quel prix.

Au lendemain du triomphe électoral de 2012, il fut aussitôt nommé Directeur de cabinet du nouveau président IBK, propulsé à la tête du pays par plus de 70% de maliens.

En prison depuis 258 jours, Mahamadou Camara n'a jamais rencontré un seul juge, ce qui en plus d'être « incompréhensible » pour les profanes du droit semble également donner du crédit aux propos de plusieurs personnes qui pensent à tort ou à raison que cette seconde incarcération de l'ex-ministre obéit plus à une subtile opération de communication bien maîtrisée, qu'à une véritable recherche d'efficacité dans cette affaire de corruption qui éclabousse plusieurs dignitaires de l'ex-régime..En tout état de cause Mahamadou Camara offre suffisamment de garanties morales et intellectuelles (Communicateur hors-pair, grand chef d'entreprise) pour être mis sous contrôle judiciaire.

B.CAMARA/Le Phénix



■ Balla Moussa Atiek Keita



DROIT DE MEMOIRE !

Je dois par vous dire qu'il est avant tout un grand frère, un ami mais aussi et surtout mon mentor.

Ainsi, Je l'appelle affectueusement : *MONSIEUR* car il m'a transmis

son savoir au fondamental.
Mille fois merci pour tout.
TOUJOURS LA AVEC SON BIC ROUGE POUR VEILLER SUR MON PARCOURS ET ACTES.
MERCİ MINIANKAW DEN !
#AtiekForLife



■ Ammy Baba Cisse

Un oncle me dit ce matin qu'on n'écrit plus ce que je pense. Nous sommes dans la dictature, ajoute-t-il. Je lui ai dit que moi tout ce que je dis je le pense



■ Casimir Sangala

Nous ne sommes plus le Soudan français, nous sommes le Mali : 3-1. Franci guënna, Mali diārā.

Actus Apej Mopti
Suivi des jeunes financés dans le cadre du projet formation insertion
Mission de suivi des activités du programme formation insertion des jeunes de Mopti.
Le chef DEJ et le chef DEFIG sont sur place pour le suivi des jeunes financés par Soro yriwaso dans le cadre dudit programme et la mise en place du dispositif de mentorat avec les chambres d'agriculture et d'élevage de Mopti.
Jeunes, investissons pour votre emploi.



Chine : une heure de jeu vidéo enfant autorisée par jour, seulement les weekends entre 20h et 21h avec présentation de la pièce d'identité (règlement gouvernemental)

Actus Apej depuis Genève

Le Ministre Bakary Doumbia a rencontré les membres de la délégation malienne

Le Ministre de l'Entreprenariat national, de l'emploi et de la formation professionnelle, après son discours, et pour une grande première, a rencontré toute la délégation malienne à l'Ambassade du Mali à Genève.

Au cours de cette rencontre il a été question de l'union sacrée afin d'aider le pays à sortir de la crise et l'évaluation de la participation de la délégation.

Les échanges ont porté sur l'exigence de la participation active des experts maliens au sein des commissions, la revue de la situation et de l'actualité du CNPM qui organisera de nouvelles élections consulaires dans un semestre pour tourner la page de la crise qu'il connaît depuis quelques temps.

Globalement la participation du Mali est très appréciée dans le groupe Afrique.

La délégation s'est également félicitée du soutien et de la gratitude exprimés par les représentants de plusieurs pays.

Correspondance particulière



■ Croissanceafrique.com

(CROISSANCE AFRIQUE)-AfricInvest, constitué en 1994 en Tunisie et disposant d'un total d'actifs sous gestion d'environ 1,5 milliard USD , a co-



dirigé avec Proparco, un investissement de série A, d'un montant de 8 millions \$ au sein de la start-up tunisienne d'apprentissage et de formation axée sur le numérique, Gomycode. AfricInvest est intervenu via son fonds de capital-risque Cathay AfricInvest Innovation d'une taille cible de 150 millions d'euros, dédié au financement d'entreprises africaines innovantes, en forte croissance et ouvertes à l'international....



■ Mali Actu



Importante cargaison de blé destinée à la consommation du Mali. Ce sont, en tout, 11 000 tonnes de blé que la société Alport Conakry, filiale du groupe truc Albayrak (titulaire de la concession du Terminal Conventionnel de l'infrastructure portuaire) a réceptionné en fin mai.



■ Yehia Tandina



TOMBOUCTOU : suite de l'attaque contre l'équipe de cuisine des FAMA
Malheureusement hier le 5ème blessé a finalement succombé, et ce qui alourdi le bilan à 3 morts.
Dans cette logique, une opération de fouille des maisons proches du site de l'embuscade a été enclenchée.
Résultats : 4 personnes suspectes arrêtées dont une femme, 2 AK 40,4 motos et des munitions retrouvées dans la famille. L'affaire entre les mains de la prévôté pour l'instant.
Affaire à suivre.



■ Financial Afrik



La Banque nationale d'Éthiopie (NBE), banque centrale du pays, a déclaré cette semaine que la monnaie nationale, le Birr éthiopien, est la seule devise ayant cours légal sur toute l'étendue du territoire. « Toute transaction financière en Éthiopie doit être payée en birrs, conformément à la loi », indique-t-elle dans un communiqué publié le 6 juin 2022.



■ Basta Sanogo



Après vérification je dis bien les prix du carburant au Niger.
Le super à 540Fcfa et le gasoil à 538fcfa.

■ Samprin Bob



Le match d'aujourd'hui reste pour moi le match de référence des aigles depuis des années.
Quand l'équipe sait réagir après avoir été menée et parvient à gagner sur le terrain adverse par deux buts d'écart à 10 contre 11, ça va de mieux en mieux et une nouvelle dynamique est entrain de voir le jour.

Bravo à l'encadrement technique pour le coaching gagnant et félicitations aux aigles.



■ Dépêches du Mali



Mali-Russie-Guinee : 11 000 tonnes de blé en route pour Bamako via le port de Conakry
 Importante cargaison de blé destinée à la consommation du Mali. Ce sont, en tout, 11 000 tonnes de blé que la société Alport Conakry, filiale du groupe truc Albayrak (titulaire de la concession du Terminal Conventionnel de l'infrastructure portuaire)...



■ African Heroes



Le comédien américain Steve Harvey "adopte" Elsa Majimbo, la sensation Internet kenyane de 20 ans.

"Je vais t'adopter comme ma nièce, je te donnerai mon numéro de téléphone... Je me fiche de ce dont tu as besoin, si tu as besoin de quoi que ce soit, tu as besoin d'un endroit où aller, tu as besoin d'aide, tu as besoin un conseil, tu veux parler à quelqu'un, tu m'appelles. Je suis sérieux et je ne veux pas qu'il vous arrive quoi que ce soit. Harvey a déclaré qu'il faisait cela parce que cela a toujours été son rêve de relier les deux mondes entre les Africains et les Afro-Américains, ajoutant qu'à chaque fois qu'il visite l'Afrique, il ne s'est ja-

mais senti comme une minorité.

"... c'était l'un de mes principaux objectifs de combler le fossé entre l'Afrique et les Afro-Américains. Si vous n'y êtes jamais allé, vous devez y aller, mais vous savez ce que j'aime à ce sujet? C'est la première fois de ma vie que je me réveille le matin et je ne suis pas une minorité »,

"Elsa, tu as un oncle aux États-Unis, chaque fois que tu as besoin de quelque chose, oncle Steve est là et je vais te donner tous les conseils que tu veux." il a dit.

Credit: PanAfricanDailyTV



■ Ministère de la Santé et du Développement Social



Renforcement des capacités des structures du département de la santé

Le geste de cœur du Président de la Transition le Colonel Assimi GOITA

Des cars et des groupes électrogènes sont entre autres équipements offerts aujourd'hui par le Chef de l'Etat, le Colonel Assimi Goïta à des structures du département de la Santé et du Développement social à travers la Fédération malienne des Associations des Personnes handicapées du Mali, l'Union Malienne des Aveugles, l'Office National des Pupilles du Mali, le CHU de Kati entre autres.

Ce lundi 07 juin 2022 s'est déroulée dans la cour de l'Ecole de la République à Bagadadji, l'inauguration du 200è forage installé par le Président de la Transition le Colonel Assimi GOITA Chef de l'Etat. Très symboliquement, le Colonel GOITA a mis à la disposition de cet emblématique établissement un forage ultra moderne. C'est en marge

de cette cérémonie que le Ministère de la Santé et du Développement Social a reçu 3 cars, une Pickup et 3 groupes électrogènes. Les bénéficiaires finaux de ces équipements sont : l'Office National des Pupilles du Mali (ONAPUMA) un (1) car et un pickup, la Fédération Malienne des Associations des personnes handicapées un (1) car, l'Union Malienne des Aveugles (UMAV) (un) 1 car, le Centre Hospitalier Universitaire avocat Sidy SALL de Kati, l'Institut National de Santé Publique (INSP) et le Centre de Référence de la Commune IV du District de Bamako (un) 1 groupe électrogène pour chacun. A travers ces logistiques de pointe le Président de la Transition entend renforcer les activités de ces structures. La cérémonie a vu la participation du Premier Ministre Dr Choguel Kokalla MAIGA, le Président du Conseil National de la Transition (CNT), du Ministre de la Santé et du Développement Social et plusieurs membres du gouvernement. Ccom



■ Sikadvisory.com



Le Nigériane Yewanda Sadiku prend les commandes de la banque d'investissement internationale de Standard Bank, une major du secteur bancaire en Afrique.



■ Club journal des élèves et étudiants du Mali



Dr Aboubacar Abdoulwahidou Maïga est nommé nouveau Directeur de l'École Supérieure de Journalisme et des Sciences de la Communication (ESJSC).

Dr. Maïga est professeur de littérature comparée au Département Lettres et l'actuel Secrétaire général de la Faculté des Lettres, des Langues et des Sciences du Langage.

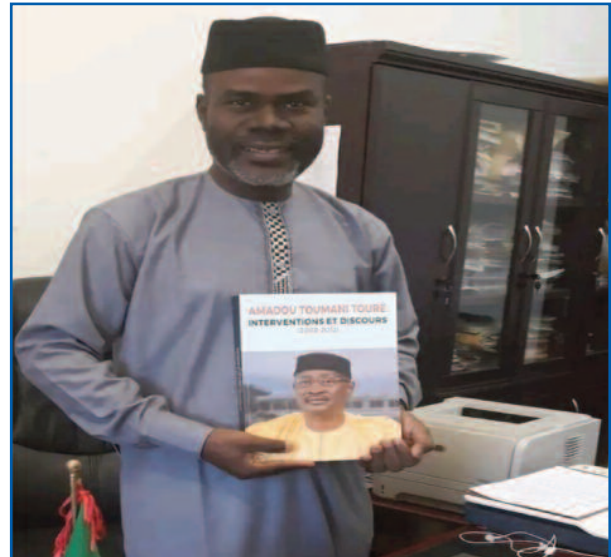
Il est aussi Journaliste Reporter D'Images de formation et de profession pour l'avoir étudié en Russie et exercer à l'ORTM.

Connaissant la capacité intellectuelle, la rigueur et surtout l'humilité de l'homme, je suis sûr et certain que c'est une nouvelle ère qui s'ouvre pour l'école de journalisme.

Toutes nos félicitations cher Professeur !

Bon vent !

#Harouna Koné



■ Macky Sall



Je me réjouis du thème de ce dialogue sur les relations #OCDE-Afrique dans la perspective d'un avenir commun. Je vois cet avenir dans un multilatéralisme inclusif, où les nations recherchent des réponses concertées à des questions d'intérêt commun. #MnisterielleOCDE

■ Martin Fayulu



Le Gén. S. Ekanga, porte-parole militaire du Nord-Kivu, affirme: "Le Rwanda a déployé 500 militaires à Tchanzu avec une nouvelle tenue pour dissimuler leur présence". Les usurpateurs au pouvoir se taisent dans toutes les langues. Un silence assourdissant qui frise la complicité.



Préparez à **SUP MTI BENI MELLAL** votre carrière
 d'**INGÉNIEURIE** et de **MANAGER**

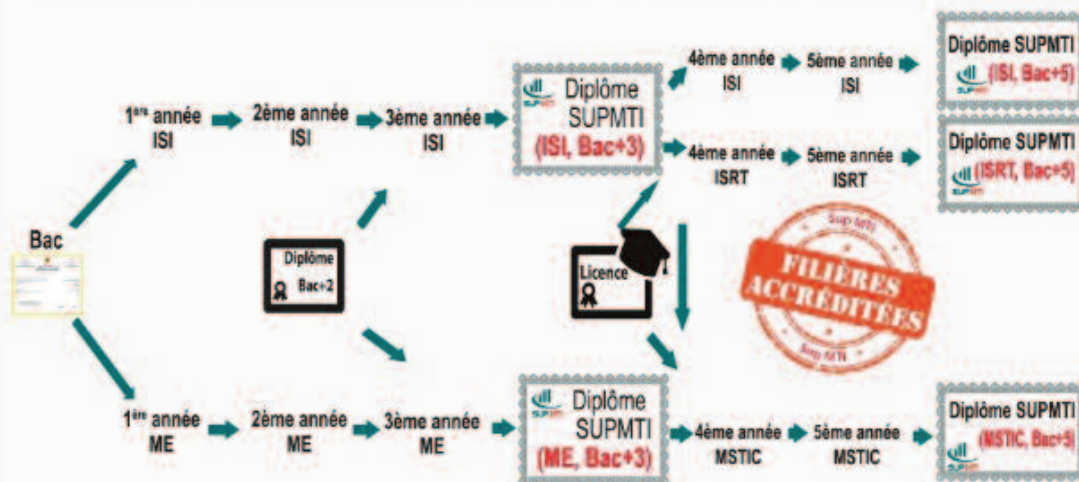
ÉCOLE DE MANAGEMENT

- Management des Entreprises (**ME Bac+3**)
- Management des Systèmes et Technologies de l'Information et de Communication (**MSTIC Bac+5**)

ÉCOLE D'INGÉNIEURIE INFORMATIQUE, RÉSEAUX ET TÉLÉCOMS

- Ingénierie des Systèmes Informatiques (**ISI Bac+3**)
- Ingénierie des Systèmes Réseaux et Télécoms (**ISRT Bac+5**)
- Ingénierie des Systèmes d'Information (**ISI Bac+5**)

L'EXCELLENCE
 PAR LA FORCE
 DU GROUPE
 DES ÉCOLES
SUP MTI



Diplômes Bac+3 et Bac+5

Partenaires :



Certificats
 Internationaux :



Nationalités des étudiants de **SUP MTI Béni Mellal**



SUP MTI BENI MELLAL

Contacteur au Mali

Boulevard Hassan II,
 Quartier Al Adarissa
 (au-dessus du café voltaire)
 (+212) 612 993 056
 (+212) 5 23 42 22 33/34
 hamidaitsaid@supmti.ac.ma
 @supmtibm
 @SUPMTIBeniMellal

D&D Consulting
 HAMDALLAYE ACI2000, RUE 330, PORTE 10
 +223 698883 05/82017575
 mdoumbia1@yahoo.fr

Actus APEJ depuis Genève : Au cœur de la Cité des métiers



Le Ministre de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle a visité ce matin à Genève la Cité des métiers en compagnie de plusieurs membres de la délégation malienne dont le Directeur Général de l'APEJ ainsi que l'Ambassadeur du Mali à Genève.

La Cité des métiers propose des services de formation aux métiers à la fois sur place et à distance ainsi que des conseils personnalisés offerts par des professionnels.

Il s'agit d'un espace d'orientation scolaire et professionnelle, de l'emploi, de la formation, de la reconversion et de la création d'activités y compris pour les personnes âgées et les migrants.

Plusieurs secteurs de production sont concernés : micromécanique, maraîchage, machinisme, commerce, hôtellerie, construction, environnement.

Les jeunes et les moins jeunes ont donc accès à une banque de métiers sur place ou en ligne et qui leur sont proposés et pour lesquels ils souhaitent être accompagnés par l'information, la formation ou les stages avec des attestations reconnues et agréés. Le plus important est donc de décider son choix de métier avec persévérance et motivation pour développer son projet professionnel à l'instar des activités des conseillers d'orientation de l'Apej dans les espaces orientation jeunesse développés avec l'appui de Swisscontact et de la Coopération Suisse.

En Suisse, la formation professionnelle initiale, plus connue sous le terme d'apprentissage, est une formation post obligatoire du degré secondaire II, qui permet l'obtention d'un certificat fédéral de capacité (CFC) ou d'une attestation fédérale de formation professionnelle (AFP). En Suisse, deux tiers des jeunes en fin de scolarité optent pour un apprentissage et donc pour la voie duale. « Dual » signifie ici que la formation s'effectue aux niveaux pratique et théorique.

Dès le début, les apprentis travaillent dans une entreprise et étudient dans une école professionnelle. Une fois terminé, les possibilités de formation continue sont nombreuses. Les diplômés peuvent poursuivre leurs études dans un établissement supérieur ou une haute école spécialisée.

Jeunes, investissons pour votre emploi.

CCOM APEJ

Koulikoro : Une folle en est à sa quatrième grossesse de père inconnu



Une déficiente mentale, qui vadrouille dans la ville de Koulikoro, depuis quelques années, vient de donner naissance à son quatrième enfant, le lundi 6 juin 2022. L'enfant, de sexe féminin, a été récupéré par les services de la Protection civile puis remis à la Directrice Régionale de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille de Koulikoro, Mme Bocoum Awa Guindo. Les auteurs de ces grossesses seraient des personnes assoiffées de fortune.

Koulikoro, l'affaire défraie la chronique et fait le buzz des réseaux sociaux de la ville. Le nom de la pauvre femme est sur toutes les lèvres. Suivant nos investigations visant à accéder à des indices relatifs aux auteurs de ces grossesses, beaucoup de révélations ont été faites. Selon certaines personnes, les pères de ces enfants, tapis dans l'ombre, seraient de la catégorie des gens avides de fortune. Ils auraient ainsi agi sur les instructions de marabouts, qui leur donnent l'assurance qu'en ayant des relations intimes avec une folle, ils accèderaient à la fortune. Et qu'une grossesse serait la garantie d'une immense richesse. Pour d'autres, outre les personnes désireuses d'être les égales de Crésus, les auteurs de ces grossesses pourraient être des drogués ou des personnes bien portantes mais attirées par les aventures insolites.

Selon le Chef de Division de l'Enseignement secondaire et supérieur de l'Académie d'Enseignement de Koulikoro, Balla Kéita, les déficientes mentales sont des personnes vulnérables et sans défense. Pour lui, les familles de ces personnes doivent tout faire pour les protéger afin de les mettre à l'abri de grossesses non désirées et embarrassantes.

Aux dires de la Directrice Régionale de la Promotion de la Femme, Mme Guindo Awa Bocoum, toutes les dispositions ont été prises par son service pour faire héberger l'enfant dans une famille d'accueil dès sa sortie de la pédiatrie. Elle poursuit que la malade est une étrangère et sollicite les bonnes volontés pour un appui financier afin de lui faire suivre des traitements au niveau de l'Unité psychiatrique de l'Hôpital du Point G. Elle ajoute que les services compétents ont pris les dispositions nécessaires pour éviter à la déficiente mentale de vivre une autre grossesse. Peut être pas d'être la cible d'une autre catégorie d'aventuriers du sexe, ceux en excès de testostérone...

Ousmane Ladjji Bamba / Source : L'INDEPENDANT

Dakar : Ousmane Sonko manifeste contre le musèlement imposé du pouvoir



Ce mercredi, l'opposition sénégalaise avec le panafricain Ousmane Sonko est en train de manifester. En ligne de mire, l'opposition marche contre la vie chère, le troisième mandat probable du président Macky et la présence française dans le pays. Mais pour contrer cette marche des sénégalais, le pouvoir a déployé un impressionnant dispositif de sécurité avec comme consigne : tolérance zéro aux marcheurs et organisateurs d'une série de meetings appelés des fauteurs de troubles à l'ordre public. Selon nos informations, la coalition de l'opposition "Yemwi Askan Wi" proteste également contre le rejet de la liste des candidats aux prochaines législatives par la Cour constitutionnelle. Une liste sur laquelle figure aussi le nom de l'émblématique opposant Ousmane Sonko. Ce dernier avait qualifié la décision de la Cour constitutionnelle de "forfaiture" et d'ajouter : "Il y a des choses qu'on ne peut plus admettre". Notamment une injustice que l'opposition n'arrive pas à gober dans une situation de vie chère. Affaire à suivre...

Source : la seconde

Insolite : Un enseignant engrosse 24 filles, 4 enseignantes et la directrice



Alors qu'il est du devoir des professeurs de sensibiliser les élèves sur les risques et conséquences de la grossesse en milieu scolaire, certains enseignants se permettent d'avoir des relations sexuelles avec leurs élèves.

Depuis un moment, les nouvelles sur les cas de grossesse en milieu scolaire concernent plus les enseignants que les jeunes garçons. Selon le site d'information GhanaNews, un enseignant stagiaire du Ghana aurait fécondé des élèves du lycée d'Asorkore Mam-

Levée de l'embargo contre le Mali : L'ADEMA appelle la CEDEAO à « avaler son orgueil... »



Sommet de tous les espoirs et de toutes les attentes, la prochaine rencontre des chefs d'État de la CEDEAO, à Accra, en République du Ghana, est au cœur de tous les regards et des débats.

Ainsi, conformément au contenu de sa déclaration du 11 janvier 2022 et soucieux de la préservation des intérêts supérieurs du peuple malien et des autres populations des pays voisins, l'Adema-Parti africain pour la solidarité et la justice (Adema-Pasj) ne s'est pas fait prier pour s'exprimer sur la nécessité et le bien-fondé sur des sanctions économiques et monétaires contre le Mali. En effet, le Comité Exécutif de l'Adema-Pasj, lors de sa réunion ordinaire du 28 mai 2022 à son siège à Bamako, a analysé la situation socio-économique et politique du pays, notamment les conséquences de l'embargo économique, financière et diplomatique de la CEDEAO et de l'UEMOA contre le Mali. Selon la ruche, les effets négatifs des sanctions imposées à notre pays se traduisent par le renchérissement du prix des produits de première nécessité, les difficultés d'approvisionnement et d'accès aux intrants agricoles, en cette période de campagne agricole, ainsi que les difficultés rencontrées dans les transactions financières par les opérateurs économiques maliens. A cet effet, Pr Marimantia Diarra et sa troupe exhortent toutes les parties prenantes à saisir cette ultime occasion pour créer les conditions d'un compromis responsable, en vue de la levée sans délai, des dites sanctions. L'Adema estime que la levée des sanctions permettrait d'atténuer les souffrances des populations maliennes qui sont les premières à subir les effets négatifs des sanctions. Aussi, elle croit que cette levée des sanctions constitue favorisera les bases d'une intégration communautaire réussie en vue d'une intégration efficace.

Jean Goïta / Source : La lettre du Peuple

pong, dans la région Ashantsi. Ledit enseignant serait un ancien élève du lycée, auquel la Direction a laissé une chance d'exercer dans son établissement. Lors de son stage, il s'est davantage adonné aux plaisirs charnels qu'à sa mission de formation d'intégration. Ainsi, il a engrossé 24 lycéennes, 4 enseignantes, et même la Directrice, d'où sa détention en garde vue, après qu'il ait été dénoncé par la communauté.

Source : afrikbuzz.com Avec L'INDEPENDANT

Recensement général de la population : Démarrage effectif



Le cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat a démarré ce 8 juin 2022 sur toute l'étendue du territoire national. Le RGPH5 initié par l'Institut National de la Statistique vise à dénombrer l'ensemble de la population et à recueillir des données sur les ménages.

L'opération de collecte des informations « fiables et exhaustives sur la population » vise à obtenir des données sur l'état et la dynamique de la population, selon l'INSTAT. Il s'agit de procéder à un décompte des populations sur l'étendue du territoire, dans les régions, cercles, communes, villages, fractions ou quartiers. Cette opération, la cinquième depuis le lancement en 1976, concernera seulement les Maliens établis à l'intérieur et tous les résidents sur le territoire. Les Maliens de l'extérieur devant être pris en compte dans le cadre d'un autre recensement. La phase actuelle consistera à identifier les ménages et structures en vue du recensement proprement dit qui débutera le 13 juin 2022. La diffusion des résultats, qui devrait être rapide en raison de la numérisation, sera faite à travers des publications et 3 séries de résultats sur la démographie, l'économie et l'habitat. Environ 30 000 agents recenseurs seront déployés à travers le Mali pour effectuer ce travail jusqu'au 8 juillet 2022. Il faut rappeler que le RGPH fournit la base de sondage utilisée pour les enquêtes d'envergure nationale.

Fatoumata Maguiraga / Source : Journal du Mali

Gao : Le Colonel Issa Bagayoko encourage l'éducation des élèves



Pour contribuer à la restauration de la culture de l'excellence dans le milieu scolaire, le Commandant du Secteur 1 du Théâtre Est de l'Opération Maliko, le Colonel Issa Bagayoko, a organisé un concours d'excellence entre les élèves de la 6^è Année des écoles des Camps N°1 et N°2 de Gao.

C'était le mardi 7 juin 2022, dans l'enceinte de l'Ecole fondamentale du Camp Firhoun Ag Alinçar de Gao. Ils étaient au total 20 candidats à participer à ce concours, composés des dix (10) premiers de chaque établissement et sur la base de leurs moyennes annuelles. Cette initiative du commandement de la 1^{ère} Région Militaire a été saluée à sa juste valeur par les enseignants et les élèves des 2 établissements, nous rapporte le site des FAMA.

Ce concours d'excellence sera sanctionné par une cérémonie de remise de cadeaux aux trois premiers, en présence des enseignants et des parents d'élèves, afin de témoigner le soutien constant de la hiérarchie des FAMA pour une meilleure éducation des enfants dans les écoles des camps militaires.

Source : L'INDEPENDANT



**Institut National de Prévoyance Sociale
(INPS)**

SERVICE AMO

Contacts: 63 25 18 84 / 20 22 04 08

COMMUNIQUE

A L'INTENTION DES ASSURES AMO DE L'INPS

La Direction générale de l'INPS porte à la connaissance de tous les assurés enrôlés à l'AMO de Janvier à Mai 2022, dans les centres déconcentrés de l'INPS (Communes I, II, III, IV, V, VI et du SAMO) que les cartes biométriques AMO sont disponibles dans les agences principales des communes de Bamako et du SAMO de l'INPS.

La Direction générale de l'INPS compte sur la bonne compréhension de toutes et de tous.

Bamako le 09 Juin 2022

P/ Le Directeur général PO
Chef de service AMO-INPS


Dr Bandiougou M TRAORE



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

La vérité sur la prestation de serment et déclaration de biens du Président reconduit

« Il n'y a pas de serment spécifique pour le président de l'OCLEI. Celui-ci est choisi parmi les membres de l'OCLEI. Moumouni GUINDO a prêté le serment de membre de l'OCLEI le 1er juin 2017. En tant que magistrat désigné par le président de la République, il fait partie des membres dont le mandat est reconduit d'office. Comme les cinq autres membres reconduits d'office, il n'a pas à renouveler son serment, celui de 2017 étant valable pour toute la durée des fonctions de membre. Comme il n'y a pas de serment spécifique au président, le renouvellement de son mandat ne l'oblige pas à prêter un serment (qui n'est pas prévu par les textes en vigueur).

Selon les textes maliens, la déclaration de biens est confidentielle. Par conséquent, publier une déclaration de biens est un manquement aux textes en vigueur ».

L'an 1 du président Assimi Goïta : Le CDM salue les efforts consentis des maîtres du temps

Dans le cadre de ses activités de soutien aux Forces de Défense et de Sécurité (FDS), voire aux autorités de la transition panafricaine du Mali sous le leadership du Colonel Assimi Goïta, le Collectif pour la Défense des Militaires (CDM) a célébré l'AN 1 de l'investiture du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, à travers une grande conférence-débat. C'était le mardi 06 juin 2022, à la Maison des Jeunes de Kati.



Le débat était animé par plusieurs conférenciers. Les thèmes retenus de cette conférence étaient : "Quel bilan des 10 derniers mois de gestion, l'Accord d'Alger, France-Mali : Épisode conflictuel d'une relation commune.

Les conférenciers, dans leurs différentes interventions, ont tous salué le travail abattu par le gouvernement de la Transition, en l'occurrence le Président Assimi, durant ces 12 derniers mois. Ils ont en outre souligné que depuis leur arrivés au pouvoir, le Mali est en train de retrouver son lustre d'antan. Les différents conférenciers précisent par ailleurs que les maliens doivent se donner la main pour la réussite de cette Transition.

Selon le porte-parole du Collectif pour la Défense des Militaires, Monsieur Mahamad Oumar Dembélé, le bilan effectué est très satisfaisant. Pour lui, le Mali du Colonel Assimi

Goïta a, en une année, eu ce que nous n'avons jamais eu depuis l'indépendance. Donc, Assimi est une chance pour toute l'Afrique, a-t-il martelé.

Sur le plan sécuritaire, Dembélé Mahamad a fait savoir qu'à travers la Transition, de nouveaux matériels de dernières générations ont été acquis et le moral de la troupe est plus que haut, d'où la montée en puissance des FAMA. Il a invité les autorités de la Transition à rester plus sereines et à ne pas se faire distraire par les ennemis du Mali afin qu'elles puissent atteindre les objectifs visés. Le CDM se réjouit des résultats obtenus sur le plan sécuritaire.

Le Collectif pour la Défense des Militaires a adressé, dans une déclaration, ses vives félicitations aux autorités de la Transition du Mali qui ont pris une fois de plus la décision sage et patriotique de se tourner vers la Russie.

Partenaire que le CDM salue et encourage ce pays à continuer à redonner l'Espoir au peuple malien voire africain.

Le Collectif a fait savoir qu'il est aujourd'hui indéniable que la MINUSMA dans sa dernière note d'information, publiée le 30 mai dernier, porte des accusations mensongères contre les FAMA. Une preuve qu'elle travaille contre notre pays.

Le CDM a également salué la décision de prolonger la durée de la Transition à 24 mois suivant le décret N° 20220335/PT-RM du 06 juin 2022 et il condamne avec la dernière rigueur les sorties médiatiques de certains apatrides. Il appelle les maliens à l'union sacrée autour des FDS et autour des autorités de la Transition.

Source : Forces Armées Maliennes

CESC : Le recueil annuel 2022 en phase de validation

Les travaux de la 2^e session ordinaire de la 6^e mandature du Conseil Économique, Social et Culturel (CESC) se sont ouverts le lundi 6 juin 2022. C'était dans la salle de conférence de l'Institution à Koulouba, sous la présidence du Premier ministre, Dr Choguel K. Maiga, en présence du Président du CESC, Yacouba Katilé, ainsi que plusieurs présidents des Institutions dont celui du Haut Conseil des Collectivités, Mamadou Satigui Diakité. Cette 2^e session ordinaire qui durera deux (2) semaines a pour objectif de finaliser le recueil annuel 2022.

C'est une obligation d'élaborer le Recueil des attentes, des besoins et des problèmes des populations, assorties des propositions de solutions, des orientations susceptibles de donner des visions précises sur la place et le rôle qu'elles jouent aux côtés du Président de la République, du Gouvernement et du Parlement pour la recherche d'une convergence de vue, d'un consensus sur l'éradication des hypothèques qui pèsent sur la Nation.

C'est pourquoi, malgré la pandémie de Covid-19, malgré des sanctions imposées par la sous région et le continent, le Conseil Economique, Social et Culturel, selon son président, Yacouba Katilé, a décidé d'aller se mettre à l'écoute de nos compatriotes.

Au-delà des obligations institutionnelles de concertations des Maliennes et Maliens où qu'ils se trouvent, en vue de leur participation

aux affaires nationales, le Conseil Economique, Social et Culturel, ulcéré face aux actes non conformes aux valeurs africaines multi-séculaires, dont la plupart remontent à plus de 3000 ans, le bureau de l'Institution, selon M. Katilé, avait tenu à aller tirer de la léthargie les forces vives de l'Afrique, à travers les Conseils économiques et sociaux de la sous-région pour, à l'unisson, réclamer la primauté de la fraternité et de la solidarité africaines sur les calculs proches ou lointains des politiques.

"Le Conseil Economique, Social et Culturel du Mali, de concert avec le Haut Conseil Islamique du Mali, est toujours disposé à entreprendre cette démarche, car il s'agit de l'Afrique et le Mali est la patrie des Africains. Quoi qu'il advienne, le CESC est résolument engagé derrière les autorités de la Transition", a-t-il déclaré. Avant de rappeler qu'au niveau

de l'Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires d'Afrique (UCESA), le Conseil Economique, Social et Culturel a été invité à participer aux côtés du Conseil Economique, Social de la République Populaire de Chine à une table ronde virtuelle sur le thème « promouvoir la coopération Sino-Afrique en matière de lutte contre le changement climatique et le renforcement des capacités pour le développement durable ». L'actualité du thème et la grande pertinence de nos idées reconnues, nous a amené à penser à sa diffusion sur le périmètre national, non seulement pour lutter contre la désertification, mais aussi pour renforcer la résilience des populations, face à la dégradation du climat. Par ricochet, la table ronde va permettre de dynamiser l'amitié et le partenariat avec le Conseil Economique et Social de Chine, a-t-il informé. Il a rendu un hommage mérité à nos Forces Armées de défense et de sécurité de façon plus ponctuelle, les succès sur différents fronts contre les terroristes empruntant le turban musulman, dans l'observation stricte des règles de la guerre.

Le président Katilé a saisi l'occasion de saluer le geste combien patriotique et encourageant des compatriotes de la communauté malienne de Malabo, Guinée Equatoriale, ayant décerné un trophée symbolique au Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta.

AMTouré

Source : 22 Septembre



Crise sanitaire et sécuritaire au centre du Mali : Les enfants dans les mâchoires de la mendicité et autres pires formes de travail

La fermeture de milliers d'écoles, combinée aux contraintes de la Covid-19 et de la crise sécuritaire, a contraint plusieurs milliers d'enfants à quitter le système scolaire pour atterrir dans l'impitoyable sphère du travail. Parfois au profit des écoles coraniques, parfois en direction de la rue. Une situation, qui va à contre-courant de toutes les conventions des droits des enfants ratifiées par le Mali et qui met à nu la fragilité d'un système éducatif en difficulté pour s'adapter à des contraintes nouvelles.



Oumou Diallo, 13 ans. Elève en 6^e année fondamentale, Oumou se rêvait infirmière pour le bonheur de sa pauvre mère. La Covid-19 et l'insécurité dans son Farako natale vont décider autrement. Elle devra quitter l'école « pour se chercher ». Comme Oumou, ils sont des milliers d'enfants au centre du Mali affectés par la pandémie et/ou l'insécurité endémique. Des milliers d'écoles ont fermé, des milliers de familles ont dû quitter leur terroir.

A Ségou, la crise sécuritaire et la Covid-19 ont semé l'hécatombe dans le système éducatif classique. Mariama Konaté, 13 ans, élève au Centre d'animation pédagogique (CAP), en a été témoin avant d'en être une des victimes. « J'ai trop souffert avec cette histoire de la Covid-19. Ma maman n'a pas été à l'école et on n'a pas de télé chez nous. Chaque jour, je devais lui expliquer que je dois suivre les cours à la télé pendant les mois que nous avons passés à la maison au début de la pandémie. Mais elle me demandait d'aller au marché acheter les condiments, de l'aider à faire le ménage.

Le fait de me voir à la maison signifiait à ses yeux que je n'avais rien à faire. Finalement à la reprise, le même scénario a continué. Aujourd'hui, c'est moi-même qui suis découragée de cette situation car on a dû déménager lorsque nos écoles ont été fermées. »

Les enfants, des bras utiles pour leurs familles

Le double impact sécuritaire et sanitaire a causé la fermeture des écoles de l'enseignement classique. Des enseignants en ont été chassés tandis que des élèves ont été redirigés vers les écoles coraniques. Les classes ainsi réquisitionnées ont servi à regrouper des élèves pour apprentissage de l'arabe. Au final, un nombre important d'enfants ont fini dans les rues de Ségou au moment où d'autres étaient contraints de travailler pour subvenir aux besoins de leurs familles.

Pourtant, les deux conventions fondamentales n° 138 et n° 182 de l'OIT l'organisation internationale du travail relatives au travail des enfants stipulent que tous les pays membres de

l'OIT ont l'obligation de respecter, promouvoir et réaliser l'abolition du travail des enfants, même s'ils n'ont pas ratifié les conventions en question.

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) définit le travail infantile comme « un travail qui est mentalement, physiquement ou moralement dangereux et nuisible aux enfants ; et/ou interfère avec leur scolarité en les privant de l'opportunité d'aller à l'école ; les obligeant à quitter l'école prématurément ou exigeant d'eux de tenter de combiner la fréquentation scolaire avec un travail excessivement lourd et long » (OIT s.o.).

Malgré les textes ou traités, le travail des enfants continue d'exister et prend un formant ou une dimension plus grande. Ceci parce que le travail des enfants est une question extrêmement compliquée surtout au Mali dans sa situation actuelle.

Dans un passage du même document de l'OIT, les enfants de 12 à 17 ans ne doivent pas travailler plus de 6 heures par jour. Ce qui n'est pas le cas de ces jeunes comme Mariama Konaté, originaire de Farako, beaucoup d'autres enfants ont vécu cette malheureuse expérience. De même que, sur un autre niveau, Doumbia Brehima, conseiller d'orientation du CAP de Farako, logé dans un bureau dans l'enceinte de l'académie de Ségou depuis quelques temps.

« Dans la commune de Farako, il existait 102 écoles avant les fermetures. Aujourd'hui, ce sont uniquement les 28 écoles coraniques qui continuent de dispenser les cours. Toutes les 74 écoles classiques sont fermées depuis le 13 décembre 2019 », affirme notre interlocuteur.

L'administration scolaire de Farako chiffre à 10 000 le nombre d'enfants ainsi privés de cours. A la date du 4 mai 2022, 3 000 enfants ont été

recensés et transférés dans d'autres écoles. Le reste est introuvable.

Pendant que d'autres s'attachent à régulariser la situation des enfants, certains parents tentent de tirer profit de cette situation en faisant travailler leurs enfants.

« J'ai dû contraindre mes deux derniers enfants à abandonner l'école faute de moyens. Les activités sont en arrêt depuis 2019. Je n'ai pas d'autre choix que de leur demander aux enfants de me soutenir ces temps-ci. On arrive à peine à trouver de quoi se mettre sous la dent. Ma fille, je l'ai envoyée à Bamako pour travailler comme aide-ménagère. Le petit, lui sert comme manœuvre sur des chantiers », confie Moussa Kanè, les larmes aux yeux. Pour ce vieux cultivateur, les enfants doivent se rendre utiles pour la famille.

Système scolaire déstabilisé

En touchant le Mali à partir du 18 mars 2020, le coronavirus a déstabilisé tous les secteurs d'activité. Mais c'est le système éducatif qui semble en avoir le plus souffert avec la fermeture des portes dès l'apparition du premier cas de la maladie. Aujourd'hui encore, l'école se conjugue avec la Covid-19.

Cette cohabitation a consisté en la mise en place, par le ministère de l'Éducation, de nouvelles méthodes d'apprentissage des cours préparés et présentés à la radio, à la télé ou sur des plateformes numériques comme Zoom. Certes, ces innovations sont destinées à contourner l'impact de la crise sanitaire. Mais en même temps, elles en excluent les enfants de familles démunies, laissant aussi en rade les élèves moyens qui trainaient déjà des difficultés d'assimilation.

Si les cours ont repris quelques mois plus tard, ce fut avec de nouvelles règles dites sanitaires : port du masque obligatoire, lavage de mains avec du gel hydro-alcoolique ou du savon, distanciation physique... À l'époque, le gouvernement avait procédé à des distributions massives de masques et de kits de lavage de mains dans les écoles et dans de nombreuses structures publiques.

Des modules ont été conçus pour sensibiliser les enfants sur les ravages d'un nouveau virus à travers le monde entier. Et donc de les appeler à observer des comportements nouveaux qu'ils devaient intégrer et pratiquer pour se protéger et protéger les autres.

A cette situation déjà compliquée, est venue

se greffer une crise sécuritaire de plus en plus incontrôlable à cause de la multiplication des attaques à Ségou et alentours. Cette insécurité a eu comme conséquence la fermeture de 74 écoles à Farako, situé à 20 kilomètres de la ville de Ségou, juste derrière le fleuve.

Lacunes et dysfonctionnements

La pandémie à coronavirus a dévoilé toute la fragilité du système scolaire malien et son incapacité à la réactivité, encore moins à s'adapter.

« On dispensait les cours par téléphone, radio ou télé pour éviter les regroupements. Il faut reconnaître que ces méthodes ne permettaient pas à tous les enfants d'apprendre. Car beaucoup ne sont pas à même de réunir les conditions pour ce faire. Donc, on ne peut pas vraiment dire que ces méthodes étaient adaptées car ce ne sont pas toutes les familles qui disposent de téléviseurs ou de téléphones chez elles », reconnaît Cheick Diarra, directeur adjoint du Centre d'animation pédagogique de Ségou.

En plus de cette difficulté d'adaptation, l'école a dû affronter également ses propres dysfonctionnements à l'épreuve de la pandémie et des violences. Un phénomène qui donne des certitudes à Aïcha Cissé Coulibaly, enseignante à Ségou.

« Il est difficile, voire impossible de changer le système scolaire malien. Aucune chance que les autorités arrivent à l'adapter au contexte. Et la fermeture des écoles en période de Covid-19 a bouleversé les enfants vu le retard sur le calendrier scolaire », affirme-t-elle madame Coulibaly.

Mais pour le professeur d'université J.C.K. il ne faudrait pas aller vite en besogne.

« Je ne sais vraiment pas s'il faut changer de système scolaire car au Mali il y a en général une banalisation de la pandémie en plus de la situation sécuritaire. À l'intérieur du pays, les gens se comportent comme s'il ne s'était rien passé. Il ne faut pas multiplier des mesures qu'on ne peut pas appliquer ou faire appliquer. Le système n'est pas lié à la Covid-19, mais aux réalités de l'évolution du marché de l'emploi », soutient l'universitaire.

Toutefois, avance Assétou Founè Samaké, étudiante à l'université de Ségou, on ne peut laisser le système se perpétuer sans réagir.

« Il est nécessaire aujourd'hui de revoir ou de repenser le système scolaire parce que la sai-

gnée ne s'arrête pas. Il est impératif de mettre les enfants et adolescents à l'abri des soubresauts et des dysfonctionnements. Beaucoup d'entre eux ont abandonné l'école. Et ce qui est dommage et inquiétant, c'est que tous ces enfants travaillent ou s'occupent de sorte à amener quelque chose en famille. »

Les élèves, les grands perdants

Le drame de l'école va sans doute se poursuivre avec les impacts de la pandémie et des violences. Une perspective que redoute Cheick Diarra.

« La crise sécuritaire a fait beaucoup de déplacés. Les enfants de ces déplacés sont accompagnés par des ONG comme Educo, Terre des Hommes, ADRA..., qui souvent nous viennent avec la liste de ces enfants pour leur réinsertion. Nous n'avons pas de mécanisme en tant que tel pour les recenser. Il y a toutes sortes de catégories parmi ces enfants. Certains ont l'âge d'aller à l'école mais ne le sont pas, d'autres sont inscrits mais ont abandonné les classes », se désole le directeur adjoint du Cap de Ségou.

Pour les élèves du Mali, une vie scolaire avec le couple infernal Covid-19-insécurité est loin d'être l'idéal pour performer dans les études. En effet, selon Mme Koné, spécialiste des questions d'éducation, l'élève malien a suivi moins de 40% du quantum horaire auquel il devait bénéficier.

« Les enfants étaient prédisposés à s'amuser à la maison. Mais si celle-ci se transforme en lieu d'apprentissage, il y a forcément problème. En plus, il faut reconnaître que les enfants utilisaient le téléphone pour jouer ou faire des photos et non comme support didactique. Les parents de leur côté, dès qu'ils voient les enfants à la maison, c'est pour leur trouver des courses à faire », explique Lamine Coulibaly, sociologue.

« La fermeture des classes, c'était déjà une punition pour les enfants de devoir rester à la maison sans rien faire », ajoute-t-il. « Si les épidémies et pandémies précédentes ont occasionné des changements, la Covid-19 a eu des conséquences dramatiques sur l'éducation de façon générale. Ce qui se répercute considérablement sur les enfants qui produisaient déjà de très faibles résultats scolaires ».

Aminata Agaly Yattara
Source: Mali Tribune

Mobilisation des troupes : Le DG de la police continue ses prises de contact

Dans sa dynamique de s'imprégner des conditions de travail, de s'assurer du bon fonctionnement du service dans les unités de police et aussi pour donner des consignes sécuritaires aux responsables en charge des dites unités, le Directeur Général de la Police Nationale, l'Inspecteur Général Soulaïmane TRAORE, à la tête d'une délégation, a effectué, le mercredi 8 juin 2022, une visite inopinée dans les commissariats de police du 11ème et 4ème Arrondissement de Bamako.

Occasion saisie par le DG de la police pour rappeler ses directives de fermeté et de tolérance zéro pour les malfrats qui doivent comprendre « que la prison sera leur prochain domicile ». Cette visite intervient après une première effectuée dans les commissariats du 1er, 2ème et 5ème Arrondissement.

Cette fois, l'honneur est revenu aux commissariats de police du 11ème et 4ème Arrondissement de recevoir la visite de l'Inspecteur Général Soulaïmane TRAORE qui, depuis sa

prise de fonction à la tête de l'administration policière multiplie les démarches pour éradiquer la criminalité et la délinquance sous toutes ses formes auxquels notre pays est confronté.

L'Inspecteur Général Soulaïmane TRAORE a ainsi échangé avec les différents commissaires en poste sur le fonctionnement du service, les contraintes et difficultés rencontrées. Bureau par bureau, il a également échangé avec les éléments en leur réitérant les félicitations et les encouragements des plus hautes autorités du pays pour les succès engrangés quotidiennement dans la lutte contre l'insécurité dans les capitales régionales, et plus particulièrement dans le District de Bamako. Le premier responsable de la Police Nationale a aussi insisté sur le professionnalisme des agents, la collecte de renseignements, la collaboration avec les autorités politico-administratives, les leaders religieux et coutumiers dans le cadre de la police de proximité. Un accent particulier a été mis sur le port correct

de l'uniforme, la propreté des locaux, l'accueil et surtout le respect des consignes de sécurité.

Comme nous l'avons souligné, la notion de police de proximité est un vœu très cher à l'Inspecteur Général Soulaïmane TRAORE qui, depuis un certain temps, multiplie aussi des visites de courtoisie aux chefferies traditionnelles de Bamako, convaincu que la police ne réussira sa mission de salut public qu'avec l'appui et l'accompagnement de la population. La dernière visite dans ce sens remonte au 20 mai 2022 où il a, au nom des plus hautes autorités du pays, rendu une visite de courtoisie aux notabilités traditionnelles et religieuses de Daoudabougou. Une visite qui visait à porter à la connaissance des populations des communes V et VI de la création du Groupement Mobile de Sécurité (GMS) Rive-droite dans leur localité, notamment à Douadabougou. Et aussi pour leur expliquer que la Police Nationale a plus que jamais besoin de leur collaboration pour mieux prendre en charge les questions sécuritaires. Une visite qu'il a également mise à profit pour présenter le Commandant en Chef du nouveau GMS, en la personne du Contrôleur Général Ilias MOUNKORO.

■ Yama DIALLO





Célébration du Lait local : Nioro du Sahel à l'honneur

A l'occasion de la journée mondiale dédiée par la FAO au lait local, le ministre Délégué chargé de l'Elevage et de la Pêche a présidé la cérémonie de lancement de la célébration du Lait local du Mali à Nioro du Sahel, le mardi 7 juin 2022. Une cérémonie de lancement marquée par des interventions de personnalités et animations folkloriques du Sahel Occidental.

Placée sous le thème : « Le lait facteur de cohésion et de richesse, une opportunité à accompagner techniquement et financièrement », la Journée du lait local est une occasion d'échanges fructueux tripartite, c'est à dire entre décideurs, acteurs et consommateurs sur l'ensemble des questions sur la production, la transformation et la commercialisation du lait local et produits laitiers. Dans son discours, le ministre Youba BA a énuméré certaines contraintes de la filière, notamment son faible niveau du financement, la cherté de l'aliment du bétail, les effets néfastes du changement climatique, le vol du bétail, l'insuffisance de pâturages.

A l'ensemble de ces contraintes qui handicapent la filière lait du Mali, le ministre Youba BA a mis en exergue les défis qui sont ceux des décideurs et acteurs, à savoir opter résolument pour l'élevage intensif avec des espaces pastoraux sécurisés et viables, l'amélioration de la race bovine par l'insémination artificielle et l'importation d'embryons de bonne qualité, l'acquisition d'équipements pour la production, la transformation et la commercialisation du lait local et dérivés. Ces défis une fois levés, la réduction graduelle du gap de 20 milliards d'importation du lait et produits dérivés bon an mal an par notre pays sera alors une réalité pour le bonheur des populations maliennes.

Aussi, le ministre Youba BA a rappelé les réalisations de près de 3,8 milliards de FCFA des Projets et Programmes dans la Région de Nioro du Sahel et les grands chantiers du département en charge du monde rural, dont on peut citer, entre autres la recherche du financement de la deuxième phase de PRODEVALAIT, l'accompagnement des faitières du sous-secteur

de l'élevage pour l'aménagement des espaces pastoraux au niveau de l'Office du Niger, la vulgarisation de la culture du giang King grass, l'herbe éléphant, la décision du Président de la Transition, le Colonel Assimi GOITA, de mettre à la disposition du sous-secteur de l'élevage les 20 % de coton graine pour être transformés en aliment du bétail et la préparation de la Loi de programmation des investissements et ressources publiques dans le Secteur Agricole.

Le ministre Youba BA a félicité et remercié, au nom des plus hautes autorités du Mali, les autorités administratives, politiques, coutumières, religieuses, les organisateurs et, plus particulièrement, le parrain de la 17ème édition, pour l'accueil convivial et l'excellente organisation de la cérémonie, eu égard à la mobilisation et la participation du nombre important de responsables de la Filière Lait venus de toutes les Régions du Mali. Il a en outre remercié et félicité les partenaires techniques et financiers dont l'accompagnement a permis à la Filière Lait du Mali d'amorcer une véritable modernisation grâce à la mise à disposition des organisations professionnelles du lait d'Unités Mobiles Laitières.

■ Yama DIALLO

Inauguration d'infrastructures scolaires : L'école publique de Missabougou à l'honneur

Le Ministre délégué auprès de la Ministre de la Santé et du Développement social, chargé de l'Action Humanitaire, de la Solidarité, des Réfugiés et de Déplacés Oumarou Diarra, la Ministre de l'Education nationale, Madame Sidibé Dédéou Ousmane et la Ministre déléguée auprès du Premier Ministre, chargée des Réformes institutionnelles, ont procédé, le jeudi 9 juin 2022, à l'inauguration de trois salles de classes et d'un forage à l'école publique de Missabougou.



L'œuvre est à l'actif de l'imam Oumarou Diarra non moins ministre délégué auprès de la ministre de la Santé et du Développement social, chargé de l'Action humanitaire, de la Solidarité, des Réfugiés et des Déplacés. L'infrastructure réalisée comporte 3 salles de classes contenant 100 tables bancs, 3 armoires, 3 bureaux pour enseignant et le tout pour la bagatelle d'environ 25 millions de FCFA. Par cette action, le donateur vient de donner du sourire à des centaines d'élèves qui prenaient les cours dans des conditions peu confortables. Les bonnes personnes s'illustrent par les actions salvatrices qu'elles posent au service de la population, dit-on.

Pour Mamadou Diallo, la réalisation de ces salles de classes n'étonne guère car l'imam Oumarou Diarra a toujours été près de la population pendant les moments difficiles. « Cette réalisation procède de votre volonté de fournir aux élèves et aux enseignants de meilleures conditions d'étude et de travail. Au nom de tout le corps enseignant, je vous dis merci pour avoir tenu

parole. Il faut rappeler que cet effort vient en appui à celui des Collectivités Territoriales qui ont en charge la gestion des écoles notamment la construction, la réhabilitation, la reconstruction et le maintien en bon état des infrastructures scolaires », a-t-il dit.

Satisfécit partagé par le ministre délégué auprès de la Ministre de la Santé et du Développement Social, chargé de l'Action humanitaire, de la Solidarité, des Réfugiés et des Déplacés, Oumarou Diarra, qui a invité la population à faire bon usage de ce chef-d'œuvre. « Au mois de novembre 2021, nous avons procédé à la pose de la première de ces 3 salles de classes, 6 mois après, nous voilà pour leur livraison. C'est avec un grand honneur et non aucune fierté que nous sommes là pour inaugurer ces 3 salles de salles. Un honneur d'abord parce que l'école est mes yeux l'une des institutions les plus importantes de la république. Sans elle, les valeurs fondatrices de notre pays, la connaissance, le savoir, la culture, mais aussi la citoyenneté et

l'égalité des chances ne seraient qu'utopie. Cet honneur résonne pour moi comme la possibilité d'apporter un signe fort de reconnaissance à l'école publique de Missabougou. Une fierté ensuite parce que peu de quartier comme le nôtre peuvent se réjouir d'offrir à leurs enfants de telles conditions d'accueil scolaire. Ce joyau a vu le jour grâce à l'initiative du chef de l'Etat, le Colonel Assimi Goita, de rénover sur l'ensemble du territoire les écoles ou les locaux vétustes. Des salles insuffisantes ne sont pas de nature à favoriser une bonne ambiance d'études chez nos enfants », a-t-il indiqué.

Madame Sidibé Dédéou Ousmane, ministre de l'Education Nationale s'est dit très heureuse de procéder à l'inauguration des salles de classes gracieusement offertes par le ministre Oumarou Diarra. « Ça fait énormément plaisir d'avoir un enfant du terroir comme Oumarou Diarra. C'est une chance qu'un ancien de l'école de Missabougou prenne l'initiative de réaliser des salles de classes modernes, équipées, aérées, électrifiées pour que les élèves puissent être dans un confort minimum pour étudier. Il n'a pas bénéficié de ces conditions mais il a bénéficié d'accompagnement des enseignants qui étaient là qui ont revalorisé la fonction enseignante », a-t-elle souligné, tout en mettant en valeur le sacrifice des enseignants d'autant plus qu'ils travaillaient dans des conditions précaires. Mais, ils avaient l'amour de leur métier. Elle a également profité de l'occasion pour rendre aux enseignants qui ont bravé toutes les intempéries, les gaz lacrymogènes, la prison, toutes sortes d'exactions et d'humiliation pour rendre à la fonction enseignante aujourd'hui ce qu'elle est et que les enseignants soient des citoyens à part entière et qu'ils aient des salaires décentes pour pouvoir nourrir leur famille et exercer dignement leur fonction. C'est le lieu de les remercier.

Enfin, Sidibé Dédéou Ousmane a appelé les bénéficiaires à en faire bon usage du don pour le bonheur de l'école et par ricochet, des apprenants. Cette action de bienfaisance s'ajoute à la série d'œuvres sociales initiée par le Président de la Transition, Colonel Assimi Goita sur l'ensemble du territoire.

■ Ibrahim Sanogo

L'INPS demeure au service des populations maliennes pour leur offrir l'espoir d'un avenir radieux



L'INPS au service des assurés sociaux



**INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE**



www.inps.ml



Email : inps@inps.ml



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

Entre nous : "Mali Kura", d'accord, mais le citoyen d'abord !

"Mali Kura" est décidément dans l'air du temps. Au-delà d'un simple concept, c'est un projet de société. Les chantiers de la refondation pour y parvenir ont fait l'objet de plusieurs dossiers de presse par l'ORTM à l'occasion de l'AN I de la prestation du président de la Transition.

Il ne sert à rien de changer le système sans changer le Citoyen», disait à qui voulait l'entendre le regretté Fily Dabo Sissoko. Au regard de ce qui se déroule sous nos yeux, on ne peut ne pas donner raison à cette figure emblématique de l'histoire politique malienne. Dans ce vieux pays, force est de constater que le citoyen est mort de sa belle mort. Car en vérité, ce n'est pas le Mali qui est en cause, plutôt le Malien qui a tourné le dos à ses valeurs identitaires. La tragédie de 2012, marquée par le coup d'État le plus bête de l'histoire contemporaine et tout ce qui s'en est suivi, n'a hélas eu le moindre impact positif sur les mentalités et les comportements comme on l'espérait, les mauvaises pratiques ayant la vie dure.

Ce n'est pas le Mali qui trahit, mais bien le Malien qui excelle dans la trahison des siens, y compris de son pays. Ce n'est pas le Mali qui vole, mais bien le Malien qui se croit maudit s'il ne se sert pas à satiété du bien public. Lequel, à son entendement, appartient à tout le monde, donc à personne.

Ce n'est pas le Mali qui triche, mais bien le Malien adorant les raccourcis, du parcours scolaire au terme de sa vie active. Ce n'est pas le Mali qui vend son âme au plus offrant voire au diable, mais bien le Malien. Ce n'est pas le Mali qui n'a pas du respect pour sa parole donnée, mais plutôt le Malien. Ce n'est pas le Mali qui change d'avis au gré de ses intérêts, mais bien le Malien.

Outre les nostalgiques du passé, de nombreux observateurs et analystes regrettent amèrement ce Mali où le citoyen s'identifiait fièrement à ses valeurs qu'il affichait urbi et orbi. A cause des perversions actuelles, ils sont unanimes à croire que le reformatage de l'Homme malien est le soubassement de toute entreprise de construction nationale. Il est in-

contestable que la famille et l'école ont un grand rôle à jouer dans le modelage de ce Malien afin qu'il soit plus soucieux des intérêts et valeurs de la société et de la République.

Le citoyen dont le Mali a besoin pour amorcer son retour dans le concert des nations est surtout un Malien qui refuse de tricher, de voler et de mentir. Un citoyen respectueux des règles et valeurs de la République. Un citoyen qui prône l'exemple en refusant la compromission et les conclusions hâtives.

Un citoyen qui choisit ses dirigeants non pas sur la base des affinités ou des billets de banque, mais plutôt sur la base de ses convictions pliées à des critères objectifs. Un citoyen qui oblige ses dirigeants à rendre compte de leurs gestions.

Un citoyen qui sanctionne ses mandataires non pas par des manifestations de rue ou des putschs, mais par un vote civilisé quand les

conditions sont réunies pour ce faire. Un citoyen qui dit non à la médiocrité et au favoritisme.

Si, en quelques petites années seulement, la Première République avait réussi à semer aux Maliens nouvellement indépendants les germes de citoyens attachés à nos valeurs, les Deuxième et Troisième Républiques ont lamentablement échoué à maintenir cette dynamique.

Pourtant, ce n'est pas toujours faute de prise de conscience. Le Général Amadou Toumani Touré ne s'était-il pas interrogé -par dépit ?- s'il ne s'avérait pas nécessaire de tenir, en fin du compte, un forum sur «l'Homme malien» après plusieurs foras sur les problèmes de la nation ?

En outre, même si est demeuré flou le contenu de la « constructioncitoyenne », plusieurs gouvernements du précédent régime l'ont ajoutée aux missions du département en charge de la jeunesse. "Mali Kura", c'est quand chacun de ses enfants sera conscient qu'il a certes des droits, mais aussi et surtout des devoirs vis-à-vis de du Mali. Quand chacun saura que tous les Maliens sont égaux en droits et en devoirs. Quand chacun sera conscient que toute faute qu'il commettra sera sanctionnée tout comme son mérite reconnu. Quand...

Par Chiaka Doumbia
Source : Le Challenger



Le Mali et la CEDEAO se sont-ils entendus ?

La hache de guerre serait-elle finalement enterrée ?



Avant-hier lundi 06 juin 2022, sur le plateau de la télévision nationale du Mali (ORTM), la lecture d'un décret du président de la Transition par le Porte-parole du Gouvernement, Col Abdoulaye Maïga, portant la durée de la Transition à 24 mois, a surpris tout le monde. Personne ne s'attendait à un tel communiqué, surtout que le sommet du samedi 04 Juin dernier à Accra au Ghana, a reporté le dossier malien, pour le 03 juillet prochain.

L'on sait tout simplement que le ministre malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye DIOP, avait eu l'occasion de s'exprimer à la rencontre de l'UEMOA. Et cela ne présageait guère l'idée d'un décret. Alors, pourquoi ce communiqué ? Le Mali et la CEDEAO se seraient-ils finalement entendus ?

Dans le communiqué, signé des soins du pré-

sident de la transition, le Colonel Assimi GOITA et du Premier ministre Choguel MAIGA, il est clairement indiqué que la durée de la Transition prend effet à partir du mois de mars passé. Alors pourquoi les autorités n'avaient-elles pas pris ledit décret depuis le mois de mars ? Et pourquoi maintenant ?

La CEDEAO avait exigé un chronogramme et un délai précis pour la Transition, aux fins de la levée de l'embargo. Cette demande est restée lettre morte. Pire, les autorités de la Transition avaient proposé 5 ans pour la durée de la Transition. Toute chose qui a provoqué l'imposition de la lourde sanction dont souffrent aujourd'hui les populations du Mali et celles des pays voisins.

Les conséquences fâcheuses de l'Embargo se font sentir partout et à tous les niveaux. Même tous ceux qui réclamaient haut et fort le retrait du Mali de la CEDEAO ont perdu leurs

voix et forces face à la gravité de la situation économique du pays. Certains disaient même que les salaires risqueraient de ne pas être payés aux fonctionnaires dans les prochains mois. D'autres sources disaient même que les membres du CNT n'auraient pas perçu leurs salaires du mois passé.

Les commerçants sont presque à bout du souffle. Le Conseil Malien des Chargeurs et le Patronat sont préoccupés par la situation critique du monde des affaires. Tout est sombre et personne ne le nie à présent. Beaucoup de maliens estiment que cette triste situation n'est pas étrangère aux autorités de la Transition. Elles auraient dû prendre le devant, pour éviter aux populations ce qu'elles subissent actuellement.

En effet, les positions rigides et même inexplicables n'ont pas rendu service à la population ni à la Transition elle-même. Pourquoi les autorités n'avaient-elles pas, au départ, proposé les 24 mois, tout en sachant que la CEDEAO imposerait l'Embargo sur le Mali ?

Les autorités ont finalement perdu tous les rapports de forces engagés. L'illustration de la première défaite est le mandat donné au président de la République du Togo, Son Excellence Faure Gnassingbé, afin qu'il négocie avec la CEDEAO. C'est vrai, la CEDEAO a durci ses sanctions. Et elle n'est pas prête à tolérer.

Sûrement, les autorités de la Transition ont finalement compris que la CEDEAO est ferme sur ses positions. Et peut-être, la raison pour laquelle, les autorités de la Transition ont eu recours à un décret dont le contenu avoisine les 18 à 16 mois, que souhaitait au départ, la CEDEAO. Alors, tout le monde serait-il revenu en de meilleurs sentiments ?

En tout cas, le décret est bien signé pour les 18 mois restants. Il faudra alors attendre la prochaine rencontre des Chefs d'État de la CEDEAO pour savoir si, en vérité, il y avait eu un consensus entre les deux parties. Cela pourrait être bien salué, si l'embargo pouvait aussi être finalement levé. Ce serait pour le bonheur de tous. Espérons effectivement que la hache de guerre soit complètement enterrée!

Monoko Toaly, Expert en Communication et Marketing Politique
Source : Le Challenger

Deuxième édition des Ressources humaines meetings : Les professionnels du secteur invités à s'approprier l'évènement

Challenge Bamako a lancé la deuxième édition des Ressources humaines meetings, une Plateforme de renforcement des capacités des professionnelles de la gestion des ressources humaines au Mali. L'information a été donnée à travers une conférence qui a été animée par le comité d'organisation, le 7 juin à Lafiabougou.



Placée sous le thème central : « La gestion des ressources humaines au Mali : Enjeux, outils et méthodologie pour la performance des organisations », l'édition de 2022 se déroulera les 23 et 24 juin prochain à Djoliba (commune rurale du Mandé). Initiée par Challenge Bamako, cette 2ème édition des Ressources Humaines Meetings est un cadre de rencontre, d'échanges et de partage d'expériences mettant en interface les DRH et fonctions assimilées, gestionnaires experts, professionnels RH, chefs d'entreprise, et cadres dirigeants d'organisations de différents métiers dont dépend le succès des entreprises. Cette activité est aussi, une occasion de renforcement de capacité, de réseautage, et de benchmarking qui accompagnent la performance de nos organisations par le partage de l'expérience locale, tout en restant attentives aux mutations en cours. Dans son propos introductif, le représentant

de Challenge Bamako, Michael TRA BI, a souligné que cette rencontre fait suite à l'engouement suscité par la première édition auprès des acteurs du secteur.

Pour lui, la mobilisation qui a accompagné la 1re édition prouve qu'il y a un besoin réel de formation des acteurs de la profession, une envie de se former davantage. « À travers cette session, il s'agit de donner des outils à nos professionnels RH de façon à ce qu'ils contribuent efficacement à la croissance et au développement des entreprises, in fine sur le Mali », a-t-il dit.

« Pour cette 2ème édition plus d'une centaine de participants sont attendus qui vont échanger autour de plusieurs thèmes notamment : Le management interculturel/ Digitalisation de la formation, direction des ressources humaines, évoluer d'un centre de coût vers un centre de profit/ Management et dynamique de pilotage de la relation avec les partenaires sociaux au sein de l'organisation », a-t-il pré-

cisé.

Ce qui lui fera dire que l'objectif est de former au moins une centaine de professionnels du secteur au Mali.

Pour sa part, le Directeur des ressources humaines de la société Energie du Mali, Aboubacar Sidiki KANTE, a laissé entendre qu'au Mali on investit beaucoup dans le matériel en oubliant que ces infrastructures sont opérées par les ressources humaines. « C'est ce qu'on appelle des éléphants blancs », a-t-il critiqué. Selon lui, ces genres d'investissement ne donnent pas souvent un bon rendement en raison du fait que les hommes qui doivent les exploiter ne sont pas à niveau. Ce qui fait croire au conférencier que la problématique du développement au Mali est essentiellement une question de ressources humaines qualifiées. « Tant que nous n'abordons pas la question des ressources humaines, en termes de formation, d'éducation, d'insertion professionnelle, le matériel ne pourra pas résoudre le problème », est-il conseillé.

Certes, a-t-il reconnu, le matériel est un élément important pour l'essor de l'entreprise, mais insuffisant sans un personnel qualifié. Pour lui, il s'agit de mettre les humains au même niveau d'importance et d'enjeu que le matériel.

Selon les initiateurs de cette rencontre, la gestion des ressources humaines a connu au cours de ces dernières décennies de profondes transformations liées, d'une part, au développement de son expertise et, d'autre part, à la reconnaissance de sa contribution à la performance des Organisations.

Pour rappel, cette formation sera sanctionnée par un dîner gala précédé d'une visite touristique.

■ Maffenin Diarra

Transition : Prolongation de la durée deux ans. Oui, mais dans le travail !

Le président de la transition, dans ses prérogatives conformément à la charte et aux recommandations des assises nationales de la re-fondation, a signé un décret qui prolonge la transition de deux ans. C'est acté par la CEDEAO, l'organisation sous régionale de la honte, qui fait honte à l'Afrique et insulte l'éveil de conscience de la jeunesse africaine. Dans une telle posture, son avis ne compte pas pour le Mali et le peuple malien. Le Mali leur souhaite encore de nombreuses réunions aux frais des contribuables africains et surtout aux frais de leurs maîtres dont les intérêts sont de plus en plus menacés par une génération décidée à profiter des potentialités de l'Afrique.

Les deux années doivent être consacrées au travail. En premier lieu, renforcer la sécurité qui doit permettre l'organisation d'élections libres, transparentes et crédibles. Si les conditions sécuritaires ne le permettent pas, et que les menaces de la France sur notre souveraineté persiste, alors, le Mali aura le plein droit de réviser cette durée afin que la re-fondation soit irréversible.

Aujourd'hui, avec l'agression caractérisée que subissent des États souverains à travers le monde pour les intérêts géostratégiques des puissances de l'OTAN, en foulant au pied le droit international, qui pourrait nous faire la morale de la démocratie, des droits humains et de la liberté des peuples à disposer d'eux mêmes? L'OTAN, surtout n'est pas l'exemple : [Sergueï Lavrov, a été obligé d'annuler sa visite en Serbie, plusieurs pays parmi lesquels la Bulgarie, la Macédoine du Nord et le Monténégro ayant refusé que son avion ne les survole. Il a dénoncé une mesure «inconcevable» et «scandaleuse».

D'après le quotidien serbe Vecernje Novosti, la Bulgarie, la Macédoine du Nord et le Monténégro sont les trois pays voisins de la Serbie – par ailleurs tous membres de l'OTAN – qui ont fait état de ce refus. Une information confirmée quelques heures plus tard par le ministère russe des Affaires étrangères]. [Ca-

nempechepasnicola, 8 juin 2022).

La guerre contre la Russie fait rage et le Mali, est au cœur de cette guerre, parceque nous voulons être libres! Alors, les deux années doivent servir à consolider les fondements de notre souveraineté, puisque de façon explicite la première puissance mondiale s'arroge le droit de préemption sur les ressources stratégiques du continent africain au nom de ses propres intérêts! Sans sourcilier! (Lire vidéo) Comment ne pas prendre au sérieux une telle menace adossée à une législation dont les États-Unis d'Amérique ont eux seuls le secret au gré de leurs intérêts et dans leur lutte implacable contre la Russie aujourd'hui et demain contre la Chine ?

La tâche du gouvernement est simple: préparer le Mali contre les menaces géostratégiques extérieures dont la lutte contre le terrorisme n'est qu'un épiphénomène ! Dans cette optique, il n'y a pas de place pour des querelles partisans, ni pour les traîtres.

En conséquence, la défense du territoire national doit évoluer notablement, comme c'est le cas j'en suis sûr, vers plus de renseignements afin de briser les connexions entre les ennemis externes et ceux de l'intérieur. La France ne lâchera pas, il en va de sa survie, car sans l'Afrique et ses colonies à travers les océans, elle ne pèse pas plus qu'un fétu de paille sur la scène internationale, dans tous les domaines. Le Sénat français, le reconnaît en 2013, dans un rapport où il est explicitement dit que "l'avenir de la France et de l'Europe est au Sahel".

Aujourd'hui, plus que jamais, les juristes doivent être mis à contribution pour démêler les lois et conventions scélérates qui entravent notre indépendance politique, monétaire et économique. La prochaine étape doit être la fin du FCFA endéans les deux ans.

Aujourd'hui, plus que jamais, le front social doit être calme et géré avec beaucoup de responsabilité. Les autorités traditionnelles et les niamakala doivent être informés et mis en mission, chaque entité en fonction de ses pré-



rogatives sociales. Avec des moyens conséquents en plus des mobilisations de jeunes, comme celles de Yèrè Wolo Ton. Les universités doivent être mises à contribution, l'élite de demain ne doit pas assister en spectatrice. Les artistes doivent être imprégnés des réalités de la gouvernance de la transition. Les hommes de médias et ceux du 7ème art doivent être mobilisés à fond pour contrer l'offensive qui va s'intensifier contre le pays et rétablir pour l'histoire certaines vérités des relations France Afrique.

Ma pire crainte, ce sont ceux d'entre nous, qui voyant l'échéance des deux ans, vont s'activer à se faire la poche, dans le pire état d'esprit de notre société. Leur devise: " i tai i ta ta, sani ou ka i bola!" C'est à dire, "vole tout ce que tu peux maintenant avant qu'on ne te bouge de tes responsabilités". Malheureusement, cet esprit est encore vivace, puisque véhiculé dans les familles. Voilà, le point faible de l'édifice de la transition, et rien ne peut régler cela si ce n'est une jonction renseignements-justice, sans complaisance et dans toute la rigueur ! Un tel phénomène, rend sensible aux chants des sirènes qui promettent monts et merveilles au détriment de notre souveraineté !

Que Dieu protège le Mali de ce Mali.
Que Dieu bénisse le Mali.
Seydou Traoré, ancien ministre.

Travail d'aide-ménagère : 24 heures chrono avec Hawa Guindo

Une aide-ménagère est une personne employée pour effectuer des tâches ménagères. Elle est payée à la fin de chaque mois au domicile d'un particulier.

Elles sont plus de 10.000 aide-ménagères issues des familles défavorisées des zones rurales. Elles sont analphabètes pour la plupart ou scolarisées. Assez souvent maltraitées, avec des salaires misérables, elles font tous les travaux domestiques.

En ville, ces jeunes filles, dont l'âge varie entre 10 et 16 ans, sont confrontées à l'absence d'infrastructures scolaires en milieu rural ou même l'envie de découvrir le monde à de multiples problèmes. Elles sont reconnaissables par leur accoutrement, habillement et la manière d'être. Elles sont couramment appelées "Bonnes" ou "servantes" par leurs patronnes. Elles sont les premières à se lever et les dernières à se coucher.

Le cas Hawa Guindo, une aide-ménagère depuis 2018 à Bamako, est une exception. « Je

suis fiancée, j'ai quitté mon village natal pour venir travailler en ville afin d'aider ma famille restée au village. Je dois aussi assurer mes trousseaux de mariage, payer des ustensiles de cuisine, des habits. Mais, la raison principale, c'est d'échapper à un mariage forcé qui m'était imposé par mon oncle. Arrivée ici, j'étais logée chez une connaissance durant une semaine environ avant de commencer le travail. J'étais payée à 4.000 F CFA, mais aujourd'hui mon salaire a été revu à la hausse et je suis payée à 15.000 F CFA mensuellement». Toujours selon elle, dans sa famille d'accueil, chaque matin, dès 5h30, elle est sur pieds pour commencer son travail. « À peine réveillée, j'allume tout d'abord le feu, puis je fais la cuisine, la lessive, ainsi que l'entretien de la maison sans oublier celui des enfants. En-

suite, je continue avec les travaux du jour jusque tard la nuit. J'aide aussi ma patronne dans son petit commerce », raconte-t-elle.

En outre, elle a ajouté que depuis huit mois, qu'elle travaille dans cette concession, mais elle n'a toujours pas encore perçu son premier salaire. « Je suis déjà désespérée, mais je place ma confiance en Allah », révèle-t-elle, le regard confiant.

Généralement, ces filles font à la fois le ménage et les ventes. Il faudra noter que c'est un métier très difficile et très risqué. De façon globale, ces servantes sont indispensables dans les familles où elles travaillent.

Le prix des aide-ménagères dépend de l'employée même et des agences. « Je suis payé chaque mois à 15.000 FCFA, d'autres à 20.000 F CFA. Et même 30.000 F CFA pour celles qui sont au compte des agences », fait savoir Hawa Guindo.

Les risques de métier sont énormes, fait comprendre notre. Car, elles peuvent subir des harcèlements, des violences, des injures, et parfois même être en danger de mort suite à des coups et blessures. A cela s'ajoutent des violences sexuelles et des non paiements des salaires.

Pour Rokiatou Traoré, sa servante Hawa est une fille bien éduquée, qui fait bien son travail sur tous les plans, même si souvent quelques petits malentendus se produisent. « Je pars au travail, c'est elle qui gère tout à la maison en mon absence, que ce soit la cuisine, les nettoyages ou encore l'entretien des enfants, car elle est payé à 15.000 F CFA le mois », dit-elle.

Rappelons que malgré tous leurs efforts, les maltraitances à l'endroit de ces jeunes filles ne cessent d'accroître. Même si le manque de qualification et de formation les pénalise, ces aide-ménagères ne sont pas moins humaines que les autres travailleurs. De ce fait, elles doivent ainsi bénéficier de leurs droits en tant que travailleuses, mais aussi en tant que citoyennes tout court.

L'Association de Défense des Droits des Aide-ménagères et domestiques (ADDAD), sise à Niamakoro, qui œuvre en faveur de leurs droits et de leurs protections, a encore du boulot à faire.

Hawa Traoré
Source : Le Soft



116^{ème} Session du Conseil exécutif de l'OMT/ Djeddah (Arabie Saoudite) : Les recettes de Siandou Fofana pour réinventer le tourisme mondial

Le Ministre Siandou Fofana, présidant la 116^{ème} Session du Conseil exécutif de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), réuni, pour la première fois en présentiel, en Arabie Saoudite, les 7 et 8 juin 2022, y a livré un discours d'anthologie.

Siandou Fofana, Ministre ivoirien du Tourisme, Président du Conseil exécutif de l'Organisation mondiale du Tourisme (OMT) pour l'exercice 2022, ainsi que de la Commission régionale pour l'Afrique (CAF/OMT), a dirigé les travaux de la 116^{ème} Session de l'instance dirigeante du Tourisme planétaire, à Djeddah (Arabie Saoudite), les 7 et 8 juin. Les réflexions

ont porté autour de la thématique centrale : « Les futurs du tourisme – Renouveau de la gouvernance et plaidoyer ». Avec, à la clé, des décisions actées comme la suspension de la Fédération de Russie, en raison de la guerre en Ukraine, la désignation de l'Espagne au poste de Commissaire aux comptes, les tenues des 117^{ème} et 118^{ème} Sessions du Conseil exécutif, respectivement au Royaume du Maroc et en République Dominicaine, entre autres.

Au nom de l'instance de la gouvernance mondiale du tourisme, le Ministre ivoirien a adressé sa reconnaissance et sa gratitude à

Sa Majesté le Roi Salman Bin Abdulaziz Al Saud, Serviteur des Deux Saintes Mosquées, ainsi qu'au Gouvernement Saoudien, ainsi qu'au Secrétaire général de l'OMT, Zurab Pololikashvili.

Culture, patrimoine, environnement : les 3 dimensions du renouveau

Dans son adresse au gotha du tourisme mondial, le Président du Conseil exécutif a livré les clés de la réinvention du secteur dans la perspective de la sortie de crise post-Covid avec la culture, le patrimoine et l'environnement comme les 3 dimensions du renouveau.

Siandou Fofana : « Le tourisme, dans un contexte croissant de la globalisation, est reconnu comme un facteur essentiel de croissance. Dès lors, il est dans notre intérêt à tous, comme dans celui de tous les États Membres de l'OMT, d'œuvrer pour sa survie afin qu'il continue de prospérer pour le bonheur de l'humanité. Il n'est point besoin de souligner que ces dernières années, le tourisme a été sévèrement affecté par la crise sanitaire de la Covid-19 impactant négativement nos pays respectifs. Toutefois, le tourisme s'est révélé comme une activité économique solide et résiliente et un levier important de la reprise des





échanges commerciaux à l'échelle mondiale. En conséquence, faire le choix du tourisme durable dans les destinations, c'est permettre aux gestionnaires de destinations, aux communautés et aux entreprises d'en maximiser les retombées sociales, culturelles, économiques et environnementales pour les communautés, les visiteurs et le patrimoine culturel, tout en limitant à un minimum ses impacts négatifs ».

Au-delà, le Ministre Siandou Fofana réitéré l'honneur fait à son pays par l'écosystème touristique mondial, en présidant cette institution, ainsi que cette Session qui dessine les contours du tourisme de demain. Morceau choisi : « (...) Je considère comme un honneur de présider les délibérations de cette importante réunion. En effet, à travers ma personne, il s'agit du Gouvernement et du peuple de Côte d'Ivoire qui se sont mobilisés et m'ont oint de leurs bénédictions pour une parfaite conduite des travaux. Je voudrais donc saluer la présence remarquable de la quasi-totalité des membres du Conseil exécutif ».

Le Secrétaire général de l'OMT, Zurab Pololikashvili, qui a ouvert les travaux en plénière, au Ritz-Carlton de Djeddah, a situé les enjeux

de cette session dans un contexte de sortie progressive de crise sanitaire mondiale, avant de saluer l'esprit de consensus et de réinvention au cœur des échanges, sous la houlette du Président en exercice Siandou Fofana. Et d'arguer : « Le tourisme n'a jamais été aussi important qu'aujourd'hui. Or, le potentiel du secteur, comme moteur du changement et comme source d'inspiration, est loin d'être pleinement exploité ».

Le tourisme, moyen d'existence décente
Bien plus, des échanges en plénière comme au cours des panels, il ressort, plus que jamais, selon plusieurs experts onusiens et du secteur privé, que le tourisme figure parmi les priorités d'action des gouvernements et des organisations internationales, dans toutes les régions du monde. Révélant, par ailleurs que parmi la population, on s'aperçoit de plus en plus que le tourisme n'est pas considéré comme une simple activité de loisir, mais plutôt comme un pourvoyeur important de moyens d'existence décentes, sans véritable équivalent, et comme un vecteur du développement durable. Siandou Fofana a prôné la création de passerelles, en l'occurrence avec le Programme des Nations Unies pour l'Envi-

ronnement (PNUE), afin d'établir des forces d'interaction sur les politiques sectorielles, nationales comme internationales. Affirmant que le défi de la durabilité ne saurait être viable et fiable, en dehors de l'équilibre environnemental. D'un optimiste de bon aloi, le Président du Conseil exécutif de l'OMT voue ainsi à l'option de l'écotourisme les ressorts d'un rebond qualitatif.

Surtout quand on note que début 2022, le Système des Nations Unies enregistrait le double d'arrivées de touristes internationaux comparativement à 2021. Dans certaines régions, les arrivées ayant déjà retrouvé, voire dépassé, leurs niveaux d'avant la pandémie (2019). Avec une propension pour le tourisme vert, loin de celui des masses. La levée des restrictions encore en place sur les voyages et le retour de la confiance chez les consommateurs seront d'importants leviers du redressement du secteur, donnant espoir à des millions de personnes.

A. N

Source : news.abidjan.net

Rassemblement pacifique populaire à Dakar : Le pari de la mobilisation réussi de Yewwi Askan Wi à la place de la nation



C'est sous le regard de l'espoir d'une masse essentiellement composée de jeunes venus de toutes les contrées du pays pour répondre à l'appel de la coalition Yewwi Askan Wi, que cette manifestation s'est tenue ce mercredi à la place de la nation.

Après l'interdiction de leur première autorisation de manifestation qui avait été formulée la semaine dernière, Khalifa Sall, Déthié Fall, Ousmane Sonko, Barthélémy Dias, Aïda Mbodj, Habib Sy, Cheikh Ahmad Tidiane Youm, pour ne citer que ceux-là, ont finalement eu l'avis favorable du préfet du département de Dakar, Mor Talla Tine. C'est en début de journée du mercredi 08 juin 2022 que l'autorisation a été rendue publique au grand bonheur de tous les militants de la grande coalition de l'opposition, Yewwi Askan Wi.

Déjà, en tout début de journée, les partisans de la coalition Yewwi Askan Wi ont commencé à envahir la place mythique de la revendication populaire pour montrer leur détermination à

écouter les leaders de Yewwi Askan Wi qui viendront 4h plus tard pour débiter la manifestation sous l'encadrement des forces de l'ordre qui veillaient au grain à quelques mètres de la scène de mobilisation. La rencontre

a débuté avec une séance de prières avant de donner la parole au premier adjoint au maire de Dakar, Abass Fall qui a parlé au nom de toute la ville de Dakar.

Avec l'inter coalition Wallu/Yewwi, le secrétaire général national du Pds et tête de liste de Wallu au niveau national, a envoyé une délégation composée de Lamine Thiam, mandataire de la coalition Wallu, de Mamadou Lamine Diallo et Woré Sarr qui complète le trio. Ces dernières ont pris tour à tour la parole pour dénoncer les actes posés par Macky Sall et son régime.

La problématique des listes invalidées, l'injustice persistante et l'impérieuse question du 3e mandat, ont été au menu des intervenants des différentes coalitions présentes. Des questions certes bien notées, mais on retiendra particulièrement cette forte mobilisation de la coalition Yewwi Askan Wi qui s'attendait à une contre-manifestation du côté de la majorité. Des risques de tensions inquiétaient certes, mais la manifestation s'est terminée sans heurt aux environs de 19 20mn avec un Ousmane Sonko qui terminera son discours en appelant à une mobilisation permanente pour ne pas, dit-il, « dormir sur leurs lauriers ».

Source : Dakaractu.com



Basket : Le Mali repêché pour remplacer le Nigeria à la coupe du monde senior dame en Australie

Le Mali remplacera le Nigeria, champion d'Afrique en titre, à la Coupe du monde de basket féminin FIBA 2022 en Australie du 22 septembre au 1er octobre. Et cela suite à la décision du président Muhammadu Buhari de retirer toutes les sélections nationales nigérianes de toutes les compétitions internationales de basket pour les deux prochaines années.

Le 31 mai 2022, le Premier ministre Choguél Kokalla Maïga a reçu une délégation de Fiba/Afrique conduite par le président de la commission Technique et des Compétitions, M. Fodé Amara Condé. Cette dé-

légation était venue demander au chef du gouvernement la participation de notre Equipe nationale féminine de basket Ball à cette coupe du monde. «Le Mali est un grand pays de basket et le miroir du basket africain», a déclaré

M. Condé heureux de voir la requête de Fiba/Afrique acceptée par les autorités maliennes de transition

Source : Le Matin





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous travaillez dans le stress. La pression est forte. Des rapports de force s'installent. Pour travailler dans de bonnes conditions, faites le dos rond. Il est conseillé de rester concentré sur vos tâches. Un supérieur hiérarchique exige des résultats !

Les loisirs habituels causent des frais. Actuellement vous devez rogner sur ces petites sorties. Le salaire couvre votre train de vie, mais du bon sens aide à économiser. Fixez-vous des objectifs pour gagner en pouvoir d'achat ! Vous prenez les choses avec sagesse.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Votre rythme sera bon et régulier. Vous saurez parfaitement quelle sera votre fonction et quel but atteindre. La maîtrise de votre sujet vous permettra de gagner du temps. Vous procéderez aux ajustements nécessaires afin que ce travail soit impeccable.

Vous céderez à vos envies en sortant votre carte bleue à tout bout de champ. Forcément, entre des rentrées d'argent limitées et des dépenses incontrôlées, vous serez loin de l'équilibre budgétaire. Pour éviter les ennuis, apprenez la sobriété heureuse.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Rien que pour vous tester, certaines planètes pourraient vous mettre des bâtons dans les roues. Vos projets prennent du retard, vous êtes à deux doigts de tout laisser tomber, mais votre conscience vous rattrape, vous persévérez. Bravo ! Des sorties financières imprévues mettent la santé de vos finances à mal. Vous cherchez une porte de sortie, mais dans la précipitation, vous n'arrivez à rien. Pour que vous puissiez trouver une solution, il faudra attendre quelques jours.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous travaillerez dans un environnement plus favorable. Vos responsabilités s'affineront. Vous ne rechercherez pas à tout prix la performance avec Mars en Poissons, mais à mener ou à assurer la poursuite de vos activités dans de meilleures conditions.

Vous trouverez une solution administrative ou bancaire après un certain nombre de démarches jusqu'ici infructueuses. D'un autre côté, vous gérerez avec une précision de comptable la conduite financière de vos achats dans le quotidien et à venir.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous travaillez beaucoup sans être découragé. Le stress est puissant. Le timing est plus court que prévu. Malgré l'atmosphère, les activités sont intéressantes. Elles peuvent demander une réunion importante. Votre hiérarchie attend beaucoup de vous !

Il sera impossible de tenir vos résolutions ! Aucune économie n'est possible. La visite d'un ami pourrait enclencher une forte dépense ! Une partie de votre budget peut fondre très rapidement ! L'argent file et sur le moment, vous ne pouvez faire autrement !



Vierge (23 août - 23 septembre)

Aussitôt dit, aussitôt fait, vous ne resterez pas les deux pieds dans le même sabot, car il y aura du pain sur la planche. Le travail ne vous effraiera pas, mais vous devrez vous isoler par moments pour mieux vous concentrer sur des tâches rébarbatives.

Vous penserez travaux et innovations. Il vous faudra bien évaluer quelle en sera la part de risques financiers, mais on fera confiance à votre prudence naturelle pour rester dans les clous. Moyennant quoi, vous tirerez parti des opportunités du moment.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Une situation encourageante vous pousse à faire de nouveaux projets ou à penser à de nouvelles idées innovantes. C'est aussi le bon moment pour prendre un vrai tournant, le changement ne peut être que bénéfique. Parfois, il faut oser.

Une croissance favorable aux gains d'argent et aux transactions bénéfiques. C'est une belle journée côté finances, vous entrevoyez une éclaircie au-dessus de votre tête, et ça vous donne une vraie motivation. Vous avez l'esprit détendu.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Côté activité, au jeu des chaises musicales, vos chances de gagner sembleront limitées. Essayez d'anticiper tout éventuel changement de situation susceptible de vous désavantager au profit sans doute d'une personne moins compétente que vous.

Vous déborderez d'imagination et rêverez d'une situation plus confortable. Vos idées fuseront, elles seront excellentes. Mais encore devrez-vous disposer de moyens suffisants pour les mettre en oeuvre. C'est sur ce sujet financier que le bât blessera.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

On vous demande de créer. Dans votre service, on vous fait confiance. Des collaborateurs comptent sur votre compétence. Vous travaillez avec une conscience professionnelle qui fait plaisir. La journée s'annonce productive. Mettez de côté vos inquiétudes.

Il y a de fortes dépenses. Il est presque impossible de réaliser de puissantes économies. Il faut revoir vos habitudes ! Les frais ont un lien avec les sorties ! Vous êtes très sollicité et votre générosité est légendaire ! Restez assez modéré !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Alors que certaines situations traîneront en longueur, d'autres avanceront très vite et demanderont à être traitées dans l'immédiat, ce qui vous obligera à travailler sur plusieurs tableaux à la fois. Votre journée sera certainement à rallonge.

Avec Saturne dans votre maison II, il s'agira d'être sérieux. Vérifier vos comptes, dépenser utile et pourquoi pas mettre quelques sous de côté. Même souci de rigueur si vous prenez des engagements à long terme. Mais cela devrait être dans vos cordes.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Le climat professionnel est déstabilisant. Vous êtes face à des petits problèmes d'organisation et de communication. Les projets s'enchaînent, vous ne perdez pas de temps, sauf que la fatigue vous rattrape en milieu de journée. Levez le pied.

Ce n'est pas mirobolant niveau finances. Ces derniers temps, vous avez sûrement abusé, vos dépenses n'ont pas été mesurées. Aujourd'hui, ami Verseau vous en faites les frais. Il est grand temps de vous calmer. On évite le shopping.



Poisson (19 février - 21 mars)

Coaché par Jupiter en maison XI, vous serez bien décidé à prendre votre vie professionnelle en main. Ce sera surtout le cas si vous visez un poste précis ou si vous cherchez à étendre votre sphère d'influence. Dans l'ensemble, vos initiatives aboutiront.

Il ne vous sera pas simple de bien tenir vos comptes, car vous manquerez de rigueur. Si vous n'y prenez garde, vous pourriez vous retrouver dans une position compliquée, car il vous faudra combler ce déficit et l'argent ne rentrera pas si vite.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1010 **Malikilé**



1011 **Malikilé**



1012 **Malikilé**



1013 **Malikilé**



1014 **Malikilé**



1015 **Malikilé**



1016 **Malikilé**



1017 **Malikilé**



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé

+223 70 44 22 23

ampikile@gmail.com

www.malikile.com